

L'avis de paiement indique :

- 1° l'identification du redevable d'information auquel une amende administrative est imposée ;
- 2° le montant de l'amende administrative ;
- 3° la date à laquelle l'amende administrative est devenue exigible ;
- 4° le numéro de compte sur lequel le montant dû doit être payé ;
- 5° les informations concernant le service pouvant fournir des explications sur l'avis.

Les amendes administratives qui ne sont pas payées dans le délai de quinze jours visé à l'alinéa 2, sont recouvrées conformément à l'article 134 de la loi du 18 septembre 2017.

Les amendes administratives se prescrivent par cinq ans à compter de la date où ces amendes sont devenues exigibles.

§ 3. Chaque communication envoyée par l'Administration de la Trésorerie conformément au présent article contient une date fixe qui vaut comme date de mise à disposition du message, laquelle fait courir les délais applicables. Chaque communication envoyée par le redevable d'information conformément au présent article fait l'objet d'un accusé de réception automatique électronique. La date de l'accusé de réception vaut date de réception du message par l'Administration de la Trésorerie. En application de l'article 7 de la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox, la notification au moyen de l'eBox indiquant que le message est mis à disposition par le Service public fédéral Finances vaut envoi recommandé du message, avec ou sans accusé de réception."

Art. 16. Dans l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 2020, les mots "alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "alinéas 1^{er} et 2^e".

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le ministre qui a les finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Het betalingsbericht vermeldt:

- 1° de identificatie van de informatieplichtige waaraan een administratieve geldboete wordt opgelegd;
- 2° het bedrag van de administratieve geldboete;
- 3° de datum waarop de administratieve geldboete uitvoerbaar is geworden;
- 4° het rekeningnummer waarop het verschuldigde bedrag moet worden betaald;
- 5° de gegevens betreffende de dienst die toelichting kan geven bij het bericht.

De administratieve geldboetes die niet betaald zijn binnen de vijftien dagen bedoeld in het tweede lid worden ingevorderd overeenkomstig artikel 134 van de wet van 18 september 2017.

De administratieve geldboetes verjaren na 5 jaar te rekenen van de datum waarop deze boetes opeisbaar zijn geworden.

§ 3. Elk overeenkomstig dit artikel door de Administratie van de Thesaurie verzonden bericht, bevat een vaste datum die geldt als datum van de terbeschikkingstelling van het bericht, die de van toepassing zijnde termijnen doet lopen. Elk overeenkomstig dit artikel verzonden bericht door de informatieplichtige maakt het voorwerp uit van een automatische elektronische ontvangstbevestiging. De datum van de ontvangstbevestiging geldt als datum van de ontvangst van de informatie door de Administratie van de Thesaurie. In toepassing van artikel 7 van de wet van 27 februari 2019 inzake de uitwisseling van berichten door middel van de eBox, komt de notificatie door middel van de eBox die aangeeft dat het bericht ter beschikking gesteld is door de Federale Overheidsdienst Financiën, overeen met een aangetekende zending van het bericht, al dan niet met ontvangstbewijs."

Art. 16. In artikel 20, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 september 2020, worden de woorden "en tweede" ingevoegd tussen de woorden "artikelen 1, 64 en 74, § 1, eerste" en de woorden "lid, van de wet van 18 september 2017".

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De minister bevoegd voor financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/40639]

22 DECEMBRE 2022. — Loi modifiant la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion, modifié par la loi du 28 novembre 2018, est complété par le 9° rédigé comme suit:

"9° RGPD: règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/40639]

22 DECEMBER 2022. — Wet tot wijziging van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2, eerste lid, van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen, gewijzigd bij de wet van 28 november 2018, wordt aangevuld met de bepaling onder 9°, luidende:

"9° AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG."

Art. 3. Dans l'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 28 novembre 2018, les mots "et les éventuelles actions de rappel auxquelles il n'a pas été donné suite pour le véhicule concerné" sont remplacés par les mots "les éventuelles actions de rappel auxquelles il n'a pas été donné suite pour le véhicule concerné, la présence ou l'absence d'un moteur électrique pour sa propulsion et le cas échéant, l'autonomie officielle en mode électrique et le type de carburant".

Art. 4. À l'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 28 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "et chargée d'enregistrer le kilométrage des véhicules" sont remplacés par les mots "et chargée d'enregistrer et de fournir des informations dans le cadre de la vente de véhicules d'occasion";

2° le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante:

"Dans la mesure où les données énumérées au paragraphe 2 constituent des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 1), du RGPD, l'association agit en tant que responsable du traitement, au sens de l'article 4, 7), du RGPD, pour le traitement de ces données à caractère personnel effectué conformément aux dispositions de la présente loi";

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots:

"— la présence ou l'absence d'un moteur électrique pour sa propulsion;

— le cas échéant, l'autonomie officielle en mode électrique;

— le cas échéant, le type de carburant.";

4° dans le paragraphe 2/1, les mots "Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE" sont remplacés par le mot "RGPD";

5° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante:

"Les professionnels fournissent à l'association une description des travaux qu'ils ont effectués sur un véhicule sans divulguer des données qui pourraient mener à une personne identifiée ou identifiable.";

6° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

"§ 5. L'association peut conserver les données visées au paragraphe 2 jusqu'à la fin de la deuxième année suivant l'année au cours de laquelle un certificat de destruction a été délivré à l'encontre du véhicule auquel ces données se rapportent, conformément aux législations nationale et régionale transposant les dispositions pertinentes de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage.".

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit:

"Art. 6/1. § 1^{er}. L'association visée à l'article 6, § 1^{er}, peut uniquement traiter les données visées à l'article 6, § 2, aux fins suivantes:

1° la communication à des tiers, visée à l'article 6, § 2;

2° l'organisation de la consultation des données par les professionnels, visée à l'article 3/1;

3° la rédaction d'un rapport annuel sur ses activités et la communication de celui-ci au public;

4° l'archivage dans l'intérêt général, la réalisation ou la participation à des études à des fins historiques, scientifiques ou statistiques, et la communication de leurs résultats à des tiers;

5° la transmission des données à des tiers, en vue de l'archivage dans l'intérêt général ou de la réalisation d'études à des fins historiques, scientifiques ou statistiques.

Lorsque le RGPD est applicable, les destinataires des données visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 5°, agissent en tant que responsables du traitement, au sens de l'article 4, 7), du RGPD, pour leurs propres opérations de traitement relatives à ces données.

Le traitement des données aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, 4° et 5°, peut uniquement donner lieu à une étude ou à des statistiques globales et anonymes.

Les tiers auxquels les données peuvent être transmises sur la base de l'alinéa 1^{er}, 5°, appartiennent aux catégories suivantes:

1° les institutions, organes et agences de l'Union européenne;

Art. 3. In artikel 4, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 november 2018, worden de woorden "en de eventuele terugroepacties waaraan voor het betrokken voertuig geen gevolg werd gegeven" vervangen door de woorden "de eventuele terugroepacties waaraan voor het betrokken voertuig geen gevolg werd gegeven, de aan- of afwezigheid van een elektrische motor voor de aandrijving ervan, en in voorkomend geval, de officiële elektrische actieradius en het type brandstof".

Art. 4. In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "en die tot opdracht heeft de kilometerstand van de voertuigen te registreren" vervangen door de woorden "en die tot opdracht heeft het registreren en verstrekken van informatie in het kader van de verkoop van tweedehandsvoertuigen";

2° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin:

"In zoverre de in paragraaf 2 opgesomde gegevens persoonsgegevens uitmaken in de zin van artikel 4, 1), van de AVG, treedt de vereniging op als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van de AVG voor de verwerking van deze persoonsgegevens uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van deze wet.";

3° in paragraaf 2, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden:

"— de aan- of afwezigheid van een elektrische motor voor de aandrijving ervan;

— in voorkomend geval, de officiële elektrische actieradius;

— in voorkomend geval, het type brandstof.";

4° in paragraaf 2/1 worden de woorden "Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG" vervangen door de woorden "de AVG";

5° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De vaklui verschaffen een beschrijving aan de vereniging van de door hen uitgevoerde werken aan een voertuig zonder hierbij gegevens die kunnen leiden tot een geïdentificeerde of identificeerbare persoon, mee te delen.";

6° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

"§ 5. De vereniging mag de gegevens bedoeld in paragraaf 2 bewaren tot het einde van het tweede jaar na het jaar tijdens hetwelk voor het voertuig waarop deze gegevens betrekking hebben een certificaat van vernietiging werd afgeleverd overeenkomstig de nationale en gewestelijke wetgeving die de relevante bepalingen van de Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken hebben geïmplementeerd.".

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 6/1. § 1. De vereniging bedoeld in artikel 6, § 1, mag de gegevens bedoeld in artikel 6, § 2, enkel verwerken voor de volgende doeleinden:

1° de mededeling aan derden, bedoeld in artikel 6, § 2;

2° het bewerkstelligen van de raadpleging van de gegevens door vaklui, bedoeld in artikel 3/1;

3° het opmaken van een jaarverslag over haar activiteiten en het meedelen hiervan aan het publiek;

4° het archiveren in het algemeen belang, het opmaken van of deelnemen aan studies met historische, wetenschappelijke of statistische doeleinden en het meedelen van de resultaten hiervan aan derden;

5° het doorzenden van de gegevens naar derden met het oog op het archiveren in het algemeen belang of het opmaken van studies met historische, wetenschappelijke of statistische doeleinden.

Indien de AVG van toepassing is, treden de ontvangers van de gegevens bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 5°, op als verwerkingsverantwoordelijken in de zin van artikel 4, 7), van de AVG voor hun eigen verwerkingsactiviteiten met betrekking tot deze gegevens.

De verwerking van de gegevens voor de doeleinden bedoeld in het eerste lid, 3°, 4° en 5°, mag enkel leiden tot globale en anonieme studie of statistieken.

De derden naar wie de gegevens op basis van het eerste lid, 5°, kunnen worden doorgezonden behoren tot de volgende categorieën:

1° de instellingen, organen en agentschappen van de Europese Unie;

2° les services publics fédéraux ou les organismes d'intérêt public qui sont soumis à l'autorité, la compétence de contrôle ou la tutelle administrative de l'État, à l'exception des administrations fiscales;

3° les départements ministériels des communautés et des régions, les organismes d'intérêt public qui sont soumis à l'autorité, à la compétence de contrôle ou à la tutelle administrative des communautés et des régions, ou les institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, à l'exception des administrations fiscales;

4° les personnes morales qui souhaitent archiver les données ou réaliser des études, dans l'intérêt général ou à des fins scientifiques, historiques ou statistiques.

Les tiers visés à l'alinéa 4 adressent une demande motivée à l'association, qui détermine les modalités à suivre. Les tiers visés à l'alinéa 4, 1°, 2° et 3°, démontrent que cette demande s'inscrit dans le cadre des missions ou compétences qui leur sont conférées en vertu de la loi.

Après avoir traité les données dans le cadre de l'étude ou de la statistique concernée, les tiers devront, selon le choix de l'association, soit supprimer la série initiale de données reçues de l'association, soit la restituer à l'association et en supprimer les copies existantes.

§ 2. La décision de transmettre les données en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, est prise par l'association visée à l'article 6, § 1^{er}, après examen de la conformité de la demande.

L'association peut refuser de transmettre les données. Dans ce cas elle informe le tiers de sa décision motivée.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, l'association visée à l'article 6, § 1^{er}, conclut avec chaque catégorie de tiers visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, un contrat comportant au moins les éléments suivants:

1° les données d'identification des parties;

2° le cas échéant, les coordonnées du délégué à la protection des données des parties;

3° la reconnaissance expresse par le tiers que les données reçues de l'association ne peuvent être traitées qu'aux fins spécifiées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, et le cas échéant, conformément au RGPD et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4° les modalités relatives à la manière dont les personnes concernées peuvent exercer leurs droits et à la manière dont les parties peuvent adresser les demandes de recevoir et traiter des données en vue de l'archivage dans l'intérêt général ou de la réalisation d'études à des fins historiques, scientifiques ou statistiques;

5° les catégories de données qui sont mises à la disposition du destinataire par l'association;

6° le cas échéant, les modalités de diffusion ultérieure des données;

7° le cas échéant, la rémunération à verser à l'association;

8° la durée du contrat, y compris la durée du traitement proposé;

9° si le destinataire et les éventuels destinataires ultérieurs doivent supprimer les données après avoir élaboré l'étude ou les statistiques globales et anonymes ou les restituer à l'association et en supprimer les copies existantes;

10° les conséquences en cas de violation du contrat.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, il est déterminé dans le contrat à qui et à quelles conditions les données peuvent encore être communiquées et avec quelles autres données ou bases de données elles peuvent être combinées et à quelles conditions, avec l'obligation pour les destinataires de prévoir des dispositions contractuelles au moins aussi strictes dans les contrats passés avec de tels destinataires ultérieurs.

Le traitement visé à l'alinéa 1^{er}, 8°, peut être le type d'archivage proposé, la recherche ou l'étude, ou l'élaboration de statistiques."

2° de federale overheidsdiensten of de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het gezag, de controlebevoegdheid of het administratief toezicht van de Staat, met uitzondering van de belastingadministraties;

3° de ministeriële departementen van gemeenschappen en gewesten, de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het gezag, de controlebevoegdheid of het administratief toezicht van de gemeenschappen en gewesten of de instellingen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, met uitzondering van de belastingadministraties;

4° de rechtspersonen die de gegevens wensen te archiveren of studies op te maken, in het algemeen belang of met wetenschappelijke, historische of statistische doeleinden.

De derden bedoeld in het vierde lid dienen een met redenen omklede aanvraag in bij de vereniging, die de te volgen modaliteiten hiervoor bepaalt. De derden bedoeld in het vierde lid, 1°, 2° en 3°, tonen aan dat de aanvraag kadert in de hen krachtens de wet opgedragen opdrachten of bevoegdheden.

Na verwerking van de gegevens in de desbetreffende studie of statistiek zullen de derden de initiële reeks van gegevens die werd ontvangen van de vereniging, naargelang de keuze van de vereniging, wissen of deze aan de vereniging terugbezorgen en de bestaande kopieën verwijderen.

§ 2. De beslissing tot doorzending van de gegevens met toepassing van paragraaf 1, eerste lid, 5°, wordt genomen door de vereniging bedoeld in artikel 6, § 1, na onderzoek van de conformiteit van de aanvraag.

De vereniging kan het doorzenden van de gegevens weigeren. In dat geval deelt zij haar met redenen omklede beslissing mee aan de derde.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1, eerste lid, 5°, sluit de vereniging bedoeld in artikel 6, § 1, een overeenkomst met elke categorie van derden bedoeld in paragraaf 1, vierde lid, die minstens de volgende elementen bevat:

1° de identificatiegegevens van de partijen;

2° in voorkomend geval, de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming van de partijen;

3° de uitdrukkelijke erkenning van de derde dat de van de vereniging ontvangen gegevens enkel verwerkt mogen worden voor de doeleinden zoals bepaald in paragraaf 1, eerste lid, 5°, en in voorkomend geval, in overeenstemming met de AVG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

4° de nadere regels omtrent de wijze waarop de betrokkenen hun rechten kunnen uitoefenen en de wijze waarop partijen de verzoeken voor het ontvangen en verwerken van gegevens met het oog op het archiveren in het algemeen belang of het opmaken van studies met historische, wetenschappelijke of statistische doeleinden, kunnen indienen;

5° de categorieën van gegevens die door de vereniging ter beschikking worden gesteld aan de ontvanger;

6° in voorkomend geval, de nadere regels in verband met de verdere verspreiding van de gegevens;

7° in voorkomend geval, de vergoeding die betaald dient te worden aan de vereniging;

8° de duur van de overeenkomst, met inbegrip van de duur van de vooropgestelde verwerking;

9° of de ontvanger, en eventuele verdere ontvangers, na opmaak van de globale en anonieme studie of statistiek de gegevens moeten wissen dan wel deze aan de vereniging moeten terugbezorgen en de bestaande kopieën verwijderen;

10° de gevolgen bij schending van de overeenkomst.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, wordt in de overeenkomst bepaald aan wie en onder welke voorwaarden zij nog medegedeeld mogen worden en met welke andere gegevens of databanken ze gecombineerd mogen worden en onder welke voorwaarden, met de verplichting voor de ontvangers om minstens even strenge contractuele bepalingen af te sluiten met dergelijke verdere ontvangers.

De in het eerste lid, 8°, bedoelde verwerking kan de vooropgestelde wijze van archivering, het onderzoek of de studie, of de opmaak van statistieken zijn."

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023, à l'exception de l'article 4, 5°, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'État à la Protection
des consommateurs
A. BERTRAND

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-2976 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 15 décembre 2022

Art. 6. Deze wet treedt in werking op 1 juli 2023, met uitzondering van artikel 4, 5°, dat in werking treedt op 1 januari 2024.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor
Consumentenbescherming
A. BERTRAND

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-2976 (2022/2023)

Integraal Verslag : 15 december 2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/30347]

26 OCTOBRE 2022. — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A

La Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, l'article 5^{ter}, rétabli par l'arrêté royal du 4 août 2004 et modifié par les arrêtés royaux des 19 novembre 2008 et 3 août 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 avril 2022 ;

Vu l'accord de la Secrétaire au Budget, donné le 11 juillet 2022 ;

Vu le protocole n° 798 du 28 septembre du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 2. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 26 octobre 2022.

P. DE SUTTER

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/30347]

26 OKTOBER 2022. — Ministerieel besluit tot vervanging van de bijlage 1 en de bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, artikel 5^{ter}, hersteld bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 november 2008 en 3 augustus 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 11 juli 2022;

Gelet op het protocol nr. 798 van 28 september 2022 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A wordt de bijlage 1 vervangen door de bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt de bijlage 2 vervangen door de bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2022.

P. DE SUTTER